

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-grecques et la crise dans la Zone euro, à Athènes le 19 février 2013.

LE PRESIDENT - Mesdames, et Messieurs, je tenais à venir en Grèce aujourd'hui, à l'invitation du Premier ministre SAMARAS, pour exprimer au peuple grec le soutien de la France et la confiance que nous avons dans l'action qui est menée maintenant depuis plusieurs mois en Grèce.

Il y a, le Premier ministre la dit, des relations d'amitié historiques entre la France et la Grèce.

Nous nous honorons d'avoir pu contribuer à l'indépendance de la Grèce, mais également à l'avènement de la démocratie retrouvée au début des années 70. De la même manière, c'est à l'initiative de la France que la Grèce a pu adhérer à l'Union européenne et rejoindre la zone euro. La Grèce elle-même nous a toujours soutenus, dans tous les moments heureux ou tragiques de notre histoire. Nos deux pays, nos deux peuples sont liés l'un à l'autre. Quand j'entends les dirigeants grecs parler français, je me convaincs à chaque instant.

Mais je suis ici comme président d'un pays qui a voulu que la Grèce reste dans la zone euro. Depuis mon élection, je n'ai cessé de convaincre les partenaires européens que c'était l'intérêt de l'Europe que la Grèce reste dans la zone euro. C'était bien sûr l'intérêt de la Grèce, mais ça, c'était aux Grecs de se déterminer. Mais notre intérêt était de démontrer que nous avons besoin d'une zone euro stable et cohérente, qui puisse montrer sa capacité à réagir face aux marchés.

La Grèce devait faire des efforts, elle devait prendre des engagements. Les efforts ont été considérables. Le Premier ministre rappelait que la Grèce vivait sa sixième année de récession, que le chômage dépassait 27 % de la population active, près de 60 % chez les jeunes. Aucun peuple en Europe n'a subi une telle épreuve. Alors, nous devions être aux côtés de la Grèce.

Il y avait des sacrifices sans doute à faire, des réformes à engager. Mais en même temps, nous devions donner toutes ses chances à la Grèce pour parvenir à ce résultat. Nous avons donc, au cours de ces derniers mois, fait en sorte que la Grèce puisse rester dans la zone euro. C'est un acquis. Nous avons aussi permis que la Grèce puisse obtenir les liquidités qui lui étaient nécessaires, dès lors que les engagements avaient été pris et tenus. Mais nous devons faire davantage, et ça, c'est aussi ce que la France avait à démontrer.

D'abord, une coopération administrative pour que nous mettions notre expérience de l'État au service des réformes que la Grèce entendait engager. Depuis plusieurs mois, nous avons déjà obtenu ensemble des résultats. Nous devons aussi faire en sorte que nous puissions dans des domaines comme la santé, mais aussi le tourisme faire valoir notre aide technique, quand elle était sollicitée. C'est le cas. Nous avons, à l'instant, signé un accord sur le tourisme. D'autres sont en préparation sur la santé et même pour l'Institut Pasteur. Dans bien des domaines, nous pouvons faire valoir ce que nous pouvons apporter à la Grèce.

Mais nous voulons également, sur la fiscalité, les mécanismes de contrôle, l'organisation du cadastre, mettre là encore nos techniques à la disposition de la Grèce. Ça, c'est ce que l'État peut faire. Mais si je suis ici, à Athènes, c'est aussi pour mobiliser les entreprises françaises pour lesquelles investissent en Grèce. C'est l'intérêt de la Grèce, c'est l'intérêt de la France.

D'abord, beaucoup d'entreprises étaient présentes en Grèce depuis de longues années. Ces entreprises ont connu une réelle prospérité en même temps que la Grèce franchissait des étapes. Je veux saluer ces entreprises, elles sont restées pour l'essentiel en Grèce. Aujourd'hui, elles doivent encore renforcer leur présence.

Le Premier ministre a parlé d'un programme de privatisations, c'est la décision des Grecs, c'est

Le Premier ministre a parlé d'un programme de privatisations, c'est la décision des Grecs, c'est également, reconnaissons-le, une recommandation de l'Europe. Dès lors qu'il va y avoir ces appels d'offres, les entreprises françaises doivent être présentes. Parce qu'elles ont justement une expérience de ce que c'est le service public, de la qualité des prestations qui peuvent être apportées aux Grecs. Dans de nombreux domaines, l'énergie, l'eau, les transports, les chemins de fer, les entreprises françaises seront prêtes à répondre aux appels d'offres, en toute transparence et en faisant en sorte d'être retenues, si elles en ont les capacités.

Je veux aussi saluer tout ce qui est fait pour renforcer les placements qui peuvent être réalisés en Grèce. Le Premier ministre a souhaité que la Caisse des dépôts française puisse être associée à ce processus, nous verrons avec ses dirigeants comment nous pouvons répondre à cette sollicitation.

Mais nous devons faire en sorte que la croissance, l'emploi reviennent en Grèce. Ce que j'appelle la solidarité, ce n'est pas simplement venir apporter des liquidités à un moment, c'est apporter de la croissance. Nous avons besoin en Europe de plus de croissance. C'est ainsi que nous pouvons atteindre nos objectifs de réduction des déficits publics.

Je veux, enfin, souligner combien j'ai été sensible à l'appui de la Grèce et du Premier ministre à l'intervention française au Mali. La Grèce a été l'un des premiers pays, même le premier en Europe, à nous apporter son soutien politique. Nous aurons aussi une coopération en matière de défense, elle est établie depuis longtemps. Là encore, le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, viendra prochainement en Grèce.

Mais je ne suis pas venu pour vendre du matériel, comme je l'ai entendu dire à un moment. Non. Nous avons à montrer aux Grecs une solidarité, un soutien et surtout une confiance. C'est la confiance qui permettra de restaurer la croissance. La confiance est maintenant rétablie dans la zone euro et les efforts des Grecs n'auront pas été inutiles à l'ensemble des Européens. La confiance doit être maintenant celle des investisseurs, pour qu'ils viennent partout où ils sont appelés, notamment en Grèce.

La confiance doit être également chez les consommateurs, chez les citoyens européens qui doivent maintenant prendre la mesure de tous les efforts qui ont été accomplis pour maîtriser les dettes publiques et maintenant faire en sorte que ce soit la croissance, si les gouvernements se donnent les moyens, en termes d'investissement, de compétitivité, qui soit la priorité pour les prochaines années.

Voilà le message que j'étais venu délivrer ici, message d'amitié, message de soutien, message de confiance et message de croissance.

QUESTION - Bonjour, Monsieur le président. Bonjour, Monsieur le Premier ministre. Vous considérez que la Grèce est sur la bonne voie économiquement. Est-ce que l'austérité est une solution aussi pour la France, avec des réductions des dépenses publiques ? Par ailleurs, confirmez-vous l'hypothèse de croissance que évoquée Laurent FABIUS ce matin, 0,2 ou 0,3 % ? Merci.

LE PRÉSIDENT - Nous ne sommes pas dans la même situation, chacun le sait. La Grèce vit sa sixième année de récession. La production nationale a baissé de 25 % en six ans, 25 %. Il y a eu des résultats en termes de réduction du déficit public, notamment du déficit structurel, des réformes très importantes ont été engagées. Il fallait qu'il y ait le soutien de l'Europe à la Grèce, dès lors qu'elle respectait ses engagements. Pour les autres membres de l'Union européenne, il y a des pays qui sont en récession aujourd'hui, l'Espagne, le Portugal, l'Italie. Le dernier trimestre de l'année 2012 d'ailleurs fait apparaître que dans la Zone Euro la récession appelons-la comme elle est est de 0,6 %. En France, nous avons eu une croissance nulle en 2012, je rappelle que les deux premiers trimestres de l'année 2012 étaient des trimestres de croissance négative, 0,1 pour le premier trimestre, 0,1 pour le second trimestre. À la fin de l'année, la récession a été de 0,6 pour la Zone Euro et, si je puis dire, pour la France, seulement de 0,3. Donc, nous sommes un des pays qui, aujourd'hui, sur le plan de la croissance ou en tout cas de l'activité, est dans la situation la moins mauvaise. Mais nous sommes loin du compte par rapport à nos objectifs. Pour l'année 2013, chacun sait que nous n'atteindrons pas les 0,8 % qui étaient prévus. Nous attendons les prévisions de la Commission européenne, elles viendront vendredi. Nous-mêmes,

nous aurons à faire une prévision à la fin du mois de mars, qui devra d'ailleurs être validée par le Haut conseil des finances publiques, puisque, maintenant, c'est la règle, que j'ai voulue, pour que les prévisions de croissance soient incontestables. Donc, nous aurons à la fin du mois de mars la prévision de croissance qui sera établie avec le Haut conseil des finances publiques et qui déterminera ce que nous aurons à faire en termes de choix budgétaires, selon les prescriptions de la Commission pour 2014.

QUESTION - Monsieur le Président. Comment la Grèce peut-elle être aidée, à part ce que elle fait pour faire face à la crise sociale, étant donné que les taux de chômage sont énormes et approchent les 30 % pour la population générale et les 60 % pour la jeunesse ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT - La Grèce doit être soutenue par l'Europe tout entière, notamment par une mobilisation plus rapide encore qu'il n'est prévu aujourd'hui des fonds structurels, notamment du pacte de croissance qui a été décidé au mois de juin dernier, à mon initiative, par le Conseil européen. Plus il y aura de fonds qui viendront immédiatement pour des projets d'investissements en Grèce, meilleur ce sera pour la croissance en Grèce. Sur un autre terrain, celui des liquidités, il convient qu'il y ait davantage d'investissements qui viennent en Grèce, pour que la Grèce puisse avoir les moyens de développer son économie. Il y a des entreprises qui se portent bien en Grèce, mais qui n'ont pas toujours les moyens d'accéder au crédit et à la liquidité. Ça, c'est aussi une responsabilité de l'Europe, pas simplement des gouvernements, mais des établissements financiers. Enfin, la meilleure façon de soutenir la Grèce, c'est de dire que nous avons confiance en la Grèce et de dire à nos entreprises je le ferai cet après-midi quelles doivent participer pleinement au développement de la Grèce, y compris à travers ce programme de privatisations, puisqu'il est lancé.

QUESTION - Vous venez de parler des fonds structurels et de l'importance de ramener la croissance en Grèce. Mais il y a plus de dix jours, vous avez signé un budget européen pour les prochaines années qui ampute de 30 % les aides structurelles à la Grèce. Donc, je voulais savoir comment vous expliquez cette contradiction.

LE PRESIDENT - Il y a dans le budget, enfin le cadre financier européen, des éléments qui peuvent être parfaitement utilisés par la Grèce. Je pense notamment au fonds qui a été créé par rapport au chômage des jeunes, hélas, on le dit, les chiffres du chômage pour les jeunes en Grèce, pas seulement en Grèce, mais particulièrement en Grèce, sont alarmants. Nous avons dégagé 6 milliards de euros dans le cadre financier européen, une partie de ces fonds ira vers la Grèce. Deuxièmement, c'est vrai que sur les fonds de cohésion, il y a eu des ajustements, mais nous pouvons les redéployer, autant qu'il sera nécessaire, pour des projets qui intéressent la Grèce. De la même manière, en préservant la Politique agricole commune, nous aidons aussi l'agriculture grecque. Dernier point, sur les programmes de croissance qui sont en forte augmentation, même s'ils ne sont pas au niveau que j'aurais personnellement souhaité, mais enfin qui vont représenter sur les infrastructures 30 à 40 % de plus que dans le cadre financier précédent, bon nombre de ces projets d'infrastructures pourront concerner la Grèce. Alors, si vous voulez me dire que le budget européen, c'est celui que j'aurai établi moi-même, je vous réponds non, ce n'est pas celui que j'aurai établi moi-même. Mais il se trouve que nous sommes vingt-sept, et que si nous dépensons tout ce qui est inscrit des 960 milliards de euros dans le prochain cadre financier, ce sera supérieur à ce qui a été dépensé effectivement dans le précédent budget européen.

Dernier point, nous avons obtenu j'y ai travaillé le maximum de flexibilité pour que le budget européen ait la souplesse qui permettra justement d'allouer les crédits là où ils sont attendus. Il y aura une clause de révision, au bout de deux ans, qui permettra également de pouvoir ajuster par rapport aux besoins. C'est la raison pour laquelle j'ai pris la responsabilité d'un accord. J'aurais pu me contenter d'une crise ! Cette crise aurait provoqué quoi pour la Grèce ? L'incapacité de pouvoir financer durablement un certain nombre de projets, puisque ça aurait été un budget annuel qui aurait dû être négocié avec le Parlement européen. Ce qui aurait pu avoir des avantages pour la France. Parce que tous les chèques seraient tombés, sauf le britannique, . Le seul chèque qui

n'était pas dans la négociation, c'était le chèque britannique. Mais tous les autres chèques tombaient ! Ça ne gênait pas la France ! Mais ça pouvait gêner des pays de la cohésion, qui mont tous dit : « Attention, nous préférons un cadre financier plutôt qu'un budget annuel. » J'ai donc pris la responsabilité du cadre financier pluriannuel.

QUESTION - Question sur les hydrocarbures dans la Méditerranée orientale

LE PRESIDENT - C'est une opportunité pour la Grèce et pour l'Europe d'avoir des ressources gazières qui peuvent être, dans les prochaines années, explorées d'abord et exploitées ensuite. Ça doit se faire dans le respect, comme la dit le Premier ministre, du droit de la mer et du droit international. Donc, je ne doute pas que ces règles trouveront à s'appliquer. Mais si la France peut contribuer à exploiter ces ressources avec la Grèce, elle le fera. Merci.